



## **Cahier spécial des charges réf. F/22/0351**

**Marché de fournitures**

**« ACHAT ET MAINTENANCE DE VÉHICULES »**

**Lot 1 « Véhicules de fonction – Achat et maintenance »**

**Lot 2 « Véhicules de services – Achat et maintenance »**

**Lot 3 « véhicules d'occasion - Achat »**

Procédure ouverte

## CLAUSES ADMINISTRATIVES : PREMIERE PARTIE

### - A - LISTE DES DÉROGATIONS

Liste des articles de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures auxquels il est dérogé et motivation des dérogations :

- Article 5 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 : pour ce qui concerne les marchés fondés sur l'accord-cadre, les dispositions des documents du marché sont d'application
- L'article 7 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 dispose que « pour ce qui concerne les marchés conclus sur la base de l'accord-cadre, l'ensemble des dispositions, sans préjudice des articles 5 et 6, sont d'application, sauf disposition contraire dans les documents du marché. Pour les marchés visés, il ne peut toutefois pas être dérogé aux dispositions de l'article 9, §§2 et 3 (délai de paiement et délai de vérification) et de l'article 69 (intérêt pour retard dans les paiements et indemnisation pour frais de recouvrement) ».
- En d'autres termes, l'arrêté royal du 14 janvier 2013 s'applique aux marchés fondés sur l'accord-cadre, sauf disposition contraire dans le cadre du présent cahier.
- Article 25 – cautionnement : étant donné qu'il s'agit d'un marché de fourniture dont les paiements s'effectuent uniquement à la livraison et que la garantie constructeur s'applique aux garanties des véhicules au-delà la garantie du vendeur (attributaire), il ne sera pas requis de cautionnement.

### - B - ADRESSES

**Adjudicateur :** Immobilière sociale Toit&moi SCRL  
Pierre Claerbout, Directeur gérant  
Adresse : rue des Edelweiss, n° 12 à 7011 GHLIN

**Fonctionnaire dirigeant :** Geoffrey Darck, gestionnaire des Assurances  
Tél. : 065/47.01.39 - Courriel : [gdarck@toitetmoi.be](mailto:gdarck@toitetmoi.be)

Toute information ou demande relative au marché peut être adressée, par écrit uniquement et avec la mention 'marché de services n° F/22/0351', à l'attention de Madame Dominique Winant, chef de service Achats (Courriel : [dwinant@toitetmoi.be](mailto:dwinant@toitetmoi.be))

### - C- OBJET ET NATURE DU MARCHÉ

Le marché de fourniture est un accord-cadre en 3 lots qui permettra à l'adjudicateur :

Lot1 : Approvisionnement en véhicules (type particuliers) neufs (Q minimales sur 4 ans = 4 et Q max. sur 4 ans = 10) destinés à renouveler les véhicules de fonction, par bons de commande + **maintenance**

Lot2 : Approvisionnement en véhicules (type utilitaires) neufs (Q min. sur 4 ans = 15 et Q max. sur 4 ans = 25) destinés à renouveler sa flotte actuelle, par bons de commande + **maintenance**

Lot3 : Approvisionnement en véhicules (type utilitaires) d'occasion destinés à renouveler sa flotte actuelle, par bons de commande – *ce lot est destiné aux véhicules dont le remplacement serait devenu urgent et/ou pour lesquels les délais de fourniture de véhicules neufs seraient trop longs.*

Les contrats d'entretien sont compris dans le marché.

Lieu(x) d'exécution des prestations : entités de Mons, Frameries, Colfontaine, Quévy

### - D- DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

4 ans

Si la durée de garantie dépasse 4 ans, la durée des marchés subséquents de chaque lot du marché sera égale à la durée de la garantie.

- E -	<b>MODE DE PASSATION DU MARCHÉ ET PUBLICITÉS LÉGALES</b>
Le marché sera conclu par procédure ouverte Publicité : <ul style="list-style-type: none"><li>- Bulletin des Adjudications</li><li>- J.O.U.E.</li><li>- site internet de l'Adjudicateur (<a href="http://www.toitetmoi.be/marches-publics/">http://www.toitetmoi.be/marches-publics/</a>)</li></ul>	

- F-	<b>CRITÈRES D'ATTRIBUTION</b>
<p><u>Pour les lots 1 et 2</u> : le marché sera attribué au soumissionnaire remplissant les conditions d'accès et les critères de sélection qualitative et dont l'offre sera économiquement la plus avantageuse déterminée par le meilleur rapport qualité/prix basé sur :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Le coût global / 80 points</li><li>- Le service après-vente / 20 points</li></ul> <p><u>Pour le lot 3</u> : le marché sera attribué à celui qui propose le % le plus faible, appliqué sur le prix du véhicule d'occasion proposé à l'argus (100 points)</p>	

- G -	<b>CARACTÉRISTIQUES DES LOTS</b>	
N° lot	Désignation	Estimation (€ hors T.V.A.) Achat et maintenance
Lot 1	Véhicules de fonction	200.000€
Lot 2	Véhicules de service	400.000€
Lot 3	Véhicules d'occasion	200.000€ (non cumulable avec le lot 2)
Les soumissionnaires peuvent remettre offre pour 1 ou plusieurs lots. Les soumissionnaires peuvent présenter une amélioration de l'offre pour le cas où plusieurs lots leur seraient attribués.		

- H -	<b>MODE DE DÉTERMINATION DU PRIX DE L'ACCORD-CADRE</b>
Marché à bordereau de prix avec quantités minimales. Les quantités maximales sont également reprises dans l'inventaire.	

<b>- I -</b>	<b>FRACTIONNEMENT DES PRESTATIONS</b>
<p>La réalisation des prestations du marché nécessite le fractionnement de l'exécution.</p> <p>L'adjudicataire procèdera aux prestations selon les besoins de l'adjudicateur, traduits dans les bons de commande successifs et dans les délais mentionnés à l'inventaire et/ou au cahier spécial des charges et/ou dans l'offre.</p> <p>Conformément à l'article 32 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, sont inclus dans le prix tant unitaires que globaux, tous les frais, mesures et impositions quelconques inhérents à l'exécution du marché dont notamment :</p> <p>§2</p> <p>1° les emballages; sauf si ceux-ci restent propriété du soumissionnaire, les frais de chargement de transbordement et de déchargement intermédiaire, de transport, d'assurance et de dédouanement ;</p> <p>2° le déchargement, le déballage et la mise en place au lieu de livraison, à condition que les documents du marché mentionnent le lieu exact de livraison et les moyen d'accès ;</p> <p>3° la documentation relative à la fourniture ;</p> <p>4° le montage et la mise en service ;</p> <p>5° la formation nécessaire à l'usage ;</p> <p>§3</p> <p>1° la gestion administrative et le secrétariat ;</p> <p>2° le déplacement, le transport et l'assurance ;</p> <p>3° la documentation relative aux services ;</p> <p>4° La livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution ;</p> <p>5° les emballages ;</p> <p>6° la formation nécessaire à l'usage ;</p> <p>7° le cas échéant, les mesures imposées par la législation en matière de sécurité et de santé des travailleurs lors de l'exécution de leur travail</p>	
<b>- J -</b>	<b>DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES</b>
4 mois	

<b>- K -</b>	<b>BASE LÉGALE ET RÈGLEMENTAIRE</b>
<p>Le présent marché est soumis, pour sa passation et son exécution, outre au présent cahier spécial des charges aux versions coordonnées/consolidées de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- La loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ; ;</li><li>- L'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans le secteur classique et ses modifications ultérieures ;</li><li>- L'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;</li><li>- La loi du 16 février 2017 relative à la motivation, à l'information, et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;</li><li>- La loi du 8 décembre 1992 et à l'arrêté royal du 13 février 2001 relatif à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;</li><li>- La loi du 4 août 1996 concernant le bien-être du travailleur et ses modifications ultérieures ;</li><li>- Le règlement n°2016/679 « Règlement général sur la protection des données » et ses modifications ultérieures ;</li><li>- Toute autre réglementation ayant un lien avec le présent marché</li></ul> <p>L'adjudicataire est tenu de respecter et de faire respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à sa disposition :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles aussi bien en matière de sécurité et d'hygiène qu'en ce qui concerne les conditions générales de travail, que celles-ci résultent de la loi ou d'accords paritaires sur le plan national, régional ou local ;</li><li>- toutes dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles en matière fiscale et de sécurité sociale.</li></ul> <p>Les sous-traitants auxquels il est fait appel et ceux qui mettent du personnel à disposition pour l'exécution de ce marché sont tenus, dans les mêmes conditions que l'adjudicataire, de respecter les dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles visées ci-dessus et de faire respecter celles-ci par leurs propres sous-traitants et par toute personne mettant du personnel à leur disposition.</p>	

<b>- L -</b>	<b>COMPOSITION DU CAHIER DES CHARGES</b>
<p>Le dossier de mise en concurrence comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le DUME et sa notice</li><li>- le présent document</li><li>- le formulaire d'offre</li><li>- l'inventaire du lot 1</li><li>- l'inventaire du lot 2</li><li>- les clauses techniques du lot 1</li><li>- les clauses techniques du lot 2/ 3</li><li>- 1 annexe (reprise des véhicules)</li></ul>	

<b>- M -</b>	<b>CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS DE MARCHÉ</b>
<p><a href="#">Gratuit (sites de publications)</a></p> <p><a href="#">Une séance d'information est prévue le 3 mai 2022</a></p>	

- N -	<b>ENVOI, RÉCEPTION ET OUVERTURES DES OFFRES, MODIFICATIONS ET RETRAITS D'OFFRES</b>
<b>Introduction des offres :</b>  Le pouvoir adjudicateur impose l'utilisation des moyens électroniques sous peine de nullité de l'offre. Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur au plus tard (cf. avis de marché) Les offres électroniques doivent être envoyées via le site internet e-tendering <a href="https://eten.publicprocurement.be">https://eten.publicprocurement.be</a> qui garantit le respect des conditions établies à l'article 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016.  Le pouvoir adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires sur le fait que l'envoi d'une offre par mail ne répond pas aux conditions de l'art. 14 §6 et 7 de la loi du 17 juin 2016. En effet, <b><u>le rapport de dépôt des offres devra être revêtu de la signature électronique qualifiée.</u></b> En introduisant son offre par des moyens électroniques, le soumissionnaire accepte que les données de son offre soient enregistrées par le dispositif de réception.  Plus d'informations peuvent être obtenues sur le site : <a href="http://www.publicprocurement.be">http://www.publicprocurement.be</a> ou via le numéro de téléphone du helpdesk du service e-Procurement : +32 (0)2 790 52 00.  <b>Modifications ou retrait des offres :</b>  Toute modification à une offre déjà envoyée ou remise ainsi que son retrait devront respecter les prescriptions de l'article 43 §2 de l'arrêté royal du 18 avril 2017. Ainsi, toute modification ou retrait donnera lieu à l'envoi d'un nouveau rapport de dépôt électronique qui devra être revêtu d'une signature électronique qualifiée.  <b>Dépôt et ouverture des offres :</b>  Toute offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées. La séance d'ouverture des offres électroniques aura lieu le (cf. avis de marché)	

- P -	<b>EVENTUELLE(S) DISPOSITION(S) COMPLÉTANT LA DEUXIÈME PARTIE DU PRÉSENT CAHIER</b>
Accord-cadre avec quantités minimales de commande garanties (quantités des lots 2 et 3 non cumulables) – Un seul opérateur économique par lot	

- Q -	<b>SIGNATURES</b>			
Le ... / ... / ...	Le ... / ... / ...	Le ... / ... / ...		

## **CLAUSES ADMINISTRATIVES : PASSATION**

### **1 ADJUDICATEUR**

#### **1.1 IDENTIFICATION**

##### **Adjudicateur :**

Immobilière sociale *Toit&moi* SCRL  
Adresse : Rue des Edelweiss, n° 12, 7011 Ghlin  
Tél. : 065/47.02.01 – Fax : 065/47.02.12

Toute demande de renseignements complémentaires et les questions relatives aux documents du cahier spécial des charges doivent être adressées par écrit et par voie électronique à l'attention de Madame Dominique Winant, chef de service Achats (Courriel : [dwinant@toitetmoi.be](mailto:dwinant@toitetmoi.be))

Il ne sera répondu qu'aux questions ayant été envoyées au plus tard 10 jours calendrier avant la date limite pour le dépôt des offres. (**Maximum le 03 juin à 16 :00 :00**)

L'Adjudicateur informera les soumissionnaires des réponses aux questions posées (de manière anonyme) par avis rectificatif.

#### **1.2 FONCTIONNAIRE DIRIGEANT**

##### **Mandats du fonctionnaire dirigeant :**

- Le fonctionnaire dirigeant est mandaté pour prendre toutes les décisions nécessaires, dans les limites imposées par le présent cahier spécial des charges, afin de veiller à la bonne exécution du marché ;
- Toute promesse, modification ou accord qui diverge des conditions de ce Cahier spécial des Charges et qui n'est pas notifié par le Adjudicateur est à considérer comme nul par les deux parties ;
- Le fonctionnaire dirigeant peut déléguer tout ou partie de ses fonctions à un de ses délégués moyennant communication écrite aux participants concernés.
- Le fonctionnaire dirigeant ne peut prescrire de prestations supplémentaires quelconques - sauf en cas de péril en la demeure - sans l'accord écrit de l'Adjudicateur.

Toutes communications et notifications que l'attributaire estime devoir faire concernant son marché sont faites, par écrit, au fonctionnaire dirigeant.

L'attributaire ne pourra se prévaloir du fait qu'une surveillance ou un contrôle a été exercé par l'Adjudicateur ou son fonctionnaire dirigeant pour prétendre être dégagé de sa responsabilité si les prestations venaient à être refusées ultérieurement.

Si l'attributaire désigne un délégué pour la conduite et la surveillance des prestations, il doit en informer le fonctionnaire dirigeant, par écrit, en fournissant l'étendue du mandat. L'Adjudicateur a, à tout moment, le droit d'exiger le remplacement du délégué.

### **2 OBJET DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION**

#### **2.1 OBJET DU MARCHÉ**

Accord-cadre de fournitures en 3 lots relatif à l'achat de véhicules, la conclusion des contrats d'entretiens et la reprise des véhicules appartenant au pouvoir adjudicateur.

**Attention :** reprise obligatoire des véhicules, sous peine de nullité de l'offre

##### **Lot 1 :**

Véhicules neufs

Véhicules de fonction

**Lot 2 :**

Véhicules neufs

Véhicules de services (cf. inventaire)

**Lot 3 :**

Véhicules d'occasion

Véhicules de services (cf. inventaire)

Ce lot est destiné aux véhicules du lot 2 dont le remplacement serait devenu urgent et pour lesquels les délais de fourniture de véhicules neufs seraient trop longs.

Les prescriptions techniques des fournitures et services, objets du présent accord-cadre, figurent aux clauses techniques.

Cet accord-cadre ne confère aucun droit d'exclusivité à l'attributaire.

## **2.2 VARIANTES ET OPTIONS**

Pas de variante

### **Pas d'options obligatoires**

Options libres : interdites

## **3 ACCORD-CADRE**

Le marché fait l'objet d'un accord-cadre de fournitures conclu avec un seul attributaire par lot.

Les **quantités minimales** reprises seront les quantités commandées dans les 2 premières années à dater de la notification du marché. Les quantités maximales pourront être commandées durant la durée globale du marché.

Pour les lots 2 et 3 : les quantités sont non cumulables étant donné que le lot 3 est destiné à la gestion des urgences, le marché actuel des véhicules impactant fortement les délais de livraison.

## **4 DURÉE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre a une durée de quatre ans. Si la durée de garantie des véhicules est supérieure à 4 ans, dans ce cas, la durée des marchés subséquents sera strictement égale à la durée de la garantie.

Chaque partie peut mettre fin de manière anticipée à l'accord-cadre sans que cette résiliation ne soit tributaire d'une quelconque faute, moyennant cependant un préavis de 9 mois à compter du courrier recommandé (ou envoi électronique assurant de manière équivalente la date exacte de l'envoi) informant l'autre partie de la résiliation. Il s'agit d'une résiliation « sans faute ».

L'article 1794 du Code civil ne s'applique pas au présent accord-cadre. En cas de rupture anticipée de l'accord-cadre par l'adjudicateur, l'attributaire n'a donc droit qu'au paiement de la part du marché qui a été assurée (quantités minimales).

## **5 MOTIFS D'EXCLUSION ET SÉLECTION QUALITATIVE**

### **Attention !!!**

**Le DUME devra être remis sur la plate-forme électronique**

### **5.1 DISPOSITION PARTICULIÈRE – SOUS TRAITANCE – ENGAGEMENT DE TIERS**

Si l'offre est déposée par une entreprise utilisant les services de sous-traitants, la soumission doit comporter un engagement écrit de ce sous-traitant à collaborer avec le soumissionnaire en cas d'attribution de l'accord-cadre, si la capacité du sous-traitant est mise en avant au stade de la sélection qualitative. L'engagement précise l'objet de la collaboration en rapport avec les missions faisant l'objet de l'accord-cadre.



**Les soumissionnaires remplissent la partie II C. du D.U.M.E.**

Pour tous les cas de sous-traitance, le soumissionnaire mentionne l'identité du ou des sous-traitant(s), la part du marché sous-traitée et communique le curriculum vitae du ou des sous-traitants ainsi que la liste de leurs références en rapport avec la part du marché qui lui ou leur est confiée.

**Les soumissionnaires remplissent la partie II D. du D.U.M.E.**

**5.2 DROIT D'ACCÈS**

- 5.2.1 Le soumissionnaire atteste qu'il ne fait l'objet d'aucune condamnation pénale au sens de l'article 67, § 1er, de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ou, en cas de condamnation pénale, qu'il a adopté des mesures de nature à démontrer leur fiabilité en dépit d'un motif d'exclusion obligatoire et ce, conformément à l'article 70 de la loi (mesures correctrices).

**Les soumissionnaires remplissent la partie III A du D.U.M.E.**

L'adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger la production d'un extrait du casier judiciaire récent ou de tout document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente du pays dont le soumissionnaire est ressortissant.

- 5.2.2 Le soumissionnaire atteste qu'il est en ordre de paiement de ses impôts et taxes et de ses cotisations sociales, conformément à l'article 68, § 1er, de la loi.

**Les soumissionnaires remplissent la partie III B du D.U.M.E.**

- 5.2.3 En outre, pour une période de 3 ans, l'accès au présent marché peut être refusé à tout prestataire, en application de l'article 69, 7°, de la loi, sous le coup d'un écartement résultant de défaillances importantes ou persistantes constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombait dans le cadre d'un marché antérieur passé par un adjudicateur, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.

**Les soumissionnaires remplissent la partie III C du D.U.M.E.**

**5.3 APTITUDE À EXERCER L'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE**

Pour tous les lots :

Le soumissionnaire prouvera qu'il est agréé par toutes les compagnies d'assurances.

**Les soumissionnaires remplissent la partie IV A (aptitude) du D.U.M.E.**

**5.4 CAPACITÉ TECHNIQUE**

Pour le lot 1 :

Fournir au minimum une attestation de bonne exécution pour un marché similaire (vente de minimum 6 véhicules type « tourisme et affaire » avec contrat d'entretien) effectué au cours des 3 dernières années reprenant le montant global du marché, la date de début et de fin de marché, les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

**Les soumissionnaires remplissent la partie IV A et C (aptitude) du D.U.M.E.**

Pour le lot 2 :

Fournir au minimum une attestation de bonne exécution pour un marché similaire (vente de minimum 5 utilitaires avec contrat d'entretien) effectué au cours des 3 dernières années reprenant le montant global du marché, la date de début et de fin de marché, les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

**Les soumissionnaires remplissent la partie IV A et C (aptitude) du D.U.M.E.**

Pour le lot 3 :

Fournir au minimum une attestation de bonne exécution pour un marché similaire (vente de minimum 5 utilitaires) effectué au cours des 3 dernières années reprenant le montant global du marché, la date de début et de fin de marché, les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

**Les soumissionnaires remplissent la partie IV A et C (aptitude) du D.U.M.E.**

## **5.5 RÈGLES COMMUNES**

S'il y a lieu, le soumissionnaire joint en outre à son offre tous les documents et renseignements qu'il juge utiles à en préciser la teneur.

Les soumissionnaires originaires d'autres pays des Communautés européennes qui sont dans l'impossibilité de fournir les attestations et certificats précités doivent joindre à leur offre tous les documents nécessaires pour établir qu'ils satisfont, de façon équivalente, à ces critères généraux et réglementaires de sélection.

Conformément à l'article 66 de la loi du 17 juin 2016, l'Adjudicateur se réserve expressément la possibilité d'inviter les soumissionnaires à compléter ou à expliciter les documents présentés. Il peut également, à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation de tout soumissionnaire. Une traduction des documents transmis pourra être réclamée sauf s'il s'agit de document officiel émanant d'une autorité publique et rédigé dans une des langues officielles belges.

Les soumissionnaires ne sont pas dispensés de fournir les documents exigés et ce, même s'ils les ont déjà fournis dans une procédure antérieure organisée par le présent Adjudicateur.

En outre, la situation des soumissionnaires quant aux motifs d'exclusion et aux critères de sélection qualitative peut être revue avant l'attribution de l'accord-cadre afin de vérifier que leur situation ne s'est pas dégradée, sans qu'un soumissionnaire qui ne remplissait pas les conditions au moment de référence ne puisse prétendre à son intégration à ce stade de la procédure.

## **6 DÉROULEMENT DE LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION**

### **6.1 ERREURS OU OMISSIONS**

Lorsque le soumissionnaire découvre des erreurs ou omissions rendant impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, il les signale immédiatement par écrit à l'Adjudicateur et ce, au plus tard 10 jours avant la date ultime de réception des offres. (Max. 03 juin à 16 :00 :00)

### **6.2 MODÈLE ET CONTENU DE L'OFFRE**

L'offre est rédigée en français.

Les offres doivent être électroniques et :

- Comprendre le DUME
- être établies sur le(s) formulaire(s) de soumission joint(s) au présent cahier spécial des charges
- comprendre l' (les) inventaire(s) complété(s)

Documents à annexer à l'offre :

- fiches techniques des modèles proposés
- les conditions de services après-vente (conditions générales et particulières des contrats de maintenance, localisation des garages, etc.)

Les offres comprendront également la preuve que le(s) signataire(s) de l'offre a (ont) qualité pour ce faire ;

Toute modification à l'inventaire devra faire l'objet d'une note justificative jointe à l'offre.

Les corrections des erreurs découvertes dans les quantités présumées ne sont pas autorisées.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente qui seraient contraires au présent cahier des charges, même si celles-ci sont mentionnées dans l'un ou l'autre document annexé à son offre.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire reconnaît :

- avoir examiné tous les documents mis à sa disposition par l'Adjudicateur et avoir sollicité et obtenu tous les renseignements utiles et nécessaires à l'établissement de son offre ;
- avoir établi son offre d'après ses propres opérations, calculs et estimations ou sur base des documents présentés mais aussi des renseignements et investigations auxquels il a jugé nécessaire de recourir

## **7 PRIX**

Les prix sont énoncés en euros.

Le montant total de l'offre ainsi que les prix unitaires qui y sont joints sont exprimés en chiffres et en toutes lettres. En cas de discordance, seuls les prix exprimés en lettres feront foi.

Le soumissionnaire établit le montant de son offre selon ses propres opérations, calculs et estimations tenant compte du contenu et de l'étendue de l'accord-cadre.

**Sont inclus dans les prix unitaires et globaux de l'accord-cadre toutes les impositions généralement quelconques en vigueur au moment du dépôt de l'offre auxquelles est assujetti l'accord-cadre, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.**

L'adjudicateur attire l'attention des soumissionnaires que certaines quantités sont présumées

Tous les frais encourus à l'occasion de la préparation et de la présentation de l'offre seront entièrement à charge du soumissionnaire.

### **7.1 VISITE ET SÉANCE D'INFORMATION**

Dans le cadre du rachat de véhicules, une visite peut être demandée par le soumissionnaire. Dans ce cas les demandes doivent être adressées à M. Darck ([gdarck@toitetmoi.be](mailto:gdarck@toitetmoi.be)) au maximum 10 jours avant la date de dépôt des offres électroniques. (**Max. 3 juin à 16 :00 :00**)

**Une séance d'information est prévue le 03 mai 2022** afin d'informer les soumissionnaires des caractéristiques liées au marché et à la procédure. Dans ce cas les inscriptions doivent être adressées à M. Winant ([dwinant@toitetmoi.be](mailto:dwinant@toitetmoi.be)) **avant le 27 avril 2022**. Le résumé de cette séance fera l'objet d'un avis rectificatif.

### **7.2 VÉRIFICATION DES PRIX**

Sur simple demande écrite de l'Adjudicateur, le soumissionnaire doit fournir dans un délai maximal de 12 jours calendrier, toutes indications destinées à permettre la vérification des prix offerts.

### **7.3 RÉGULARITÉ DES OFFRES**

Les fiches techniques des modèles proposés seront transmises en annexe de l'offre afin que le pouvoir adjudicateur vérifie la conformité de l'offre par rapport aux clauses techniques.

### **7.4 CRITÈRES D'ATTRIBUTION DES LOTS DE L'ACCORD-CADRE**

#### **Pour les lots : 1 et 2**

#### **Critère 1 : Le coût global / 80 points**

Le coût global est le montant global (tva comprise) de l'inventaire reprenant les quantités maximales et une durée de 4 ans.

Méthode de cotation : proportionnalité

#### **Critère 2 : le service après-vente / 20 points**

Le service après-vente prendra en compte les conditions des garanties offertes, les conditions des contrats de maintenance, la localisation des garages, les outils de communications, etc.

Méthode de cotation : prise en compte des avantages apportant une plus-value financière et organisationnelle à Toit et Moi

**Pour le lot 3**

**Critère unique** : le **pourcentage** le plus faible, appliqué sur le prix, du véhicule d'occasion proposé, à l'argus (100 points)

**7.5 AUTORISATION DE COMMUNICATION**

Le soumissionnaire retenu consent à ce que son nom, le montant de l'offre ainsi que l'objet du marché soient publiés par la Société wallonne du logement, et communiqués à première demande à toute personne, conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 relatif à la publicité des marchés publics passés par les sociétés de logement de service public.

**7.6 COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE ET LÉGISLATION APPLICABLE**

Les tribunaux de l'arrondissement de Mons sont seuls compétents pour connaître de tout litige relatif à l'exécution du présent marché (en ce compris de son cautionnement) et/ou à l'interprétation des dispositions du cahier spécial des charges.

Cette clause demeure valable en cas de litispendance, connexité ou d'appel en garantie.

La loi belge est d'application à l'exclusion de toute autre.

**7.7 FACULTÉ DE RENONCER À PASSER L'ACCORD-CADRE**

Conformément à l'article 85 de la loi du 17 juin 2016, l'Adjudicateur a le droit de n'attribuer que certains lots et, éventuellement, de décider que les autres lots feront l'objet d'un ou plusieurs nouveaux marchés, au besoin selon un autre mode.

## CLAUSES ADMINISTRATIVES : EXÉCUTION

### 8 ACCORD-CADRE

L'article 7 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 dispose que « *pour ce qui concerne les marchés conclus sur la base de l'accord-cadre, l'ensemble des dispositions, sans préjudice des articles 5 et 6, sont d'application, sauf disposition contraire dans les documents du marché. Pour les marchés visés, il ne peut toutefois pas être dérogé aux dispositions de l'article 9, §§2 et 3 [délai de paiement et délai de vérification] et de l'article 69 [intérêt pour retard dans les paiements et indemnisation pour frais de recouvrement]* ».

En d'autres termes, l'arrêté royal du 14 janvier 2013 s'applique aux marchés fondés sur l'accord-cadre, sauf disposition contraire dans le cadre du présent cahier.

De même, les articles 44, §2, 45, §3, 52, 54, 55, 56, 57, 59 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 ne trouvent pas à s'appliquer.

### 9 DÉLAIS D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution s'entendent en jours calendrier.

Délai de livraison des véhicules : le soumissionnaire indiquera ses délais prévisionnels aux inventaires

Il s'agit :

Soit du délai constructeur au moment du dépôt de l'offre. Ce délai pourra changer pendant la durée de validité de l'offre et aussi par la suite.

Soit du délai de livraison si le véhicule est en stock, ce délai ne pouvant pas changer pendant la durée de validité des offres.

Délai relatif à la maintenance des véhicules : à transmettre au formulaire d'engagement. Ces délais, une fois le marché notifié, seront de rigueur.

### 10 BON DE COMMANDE

Pour l'achat des véhicules et pour les prestations non couvertes par le contrat de maintenance, l'exécution de l'accord-cadre se fera par l'établissement d'un bon de commande numéroté qui comportera la désignation des véhicules commandés, les prix unitaires, la quantité commandée, la référence du marché, le délai et l'adresse de livraison.

Pour la maintenance des véhicules couverte par le contrat d'entretien, aucun bon de commande ne sera requis mais la prestation devra toutefois être validée par le fonctionnaire dirigeant (courriel ou appel téléphonique).

### 11 BON DE LIVRAISON / EXÉCUTION

Les documents suivants attesteront de l'exécution de la prestation

- Entretien : le carnet d'entretien devra être complété
- Passages contrôle technique : document de passage
- Dépannages/ réparations : facture
- Achats de véhicules : facture d'achat, documents d'immatriculation et de conformité, identification du véhicule

## **12 CLAUSE DE RÉEXAMEN - RÉVISION DES PRIX**

### ***Pour les achats :***

Article 38/9 : bouleversement de l'équilibre contractuel au détriment de l'attributaire

Une révision des prix offerts sera possible si à la date prévue de commande les modèles proposés dans l'offre ne sont plus ou difficilement disponibles, les modèles proposés dans l'offre ne peuvent plus être mis à disposition suite à une modification du marché de l'automobile (interdiction des véhicules diesel, taxe nouvelle liée aux caractéristiques techniques demandées,...). Dans ce cas, une négociation des prix voire des types de véhicule proposé pourra être demandée par l'attributaire sachant que les nouveaux types de véhicules devront être conformes aux clauses techniques initiales (modifications du marché de l'automobile prises en compte) et que l'impact financier ne pourra être de plus de 5% en plus ou en moins.

### **Pour les frais de maintenance :**

Article 38/7

Une révision annuelle (date anniversaire de la remise des offres) pourra être effectuée en fonction des indications (paramètres objectifs) mentionnées aux conditions générales et particulières du/des contrat(s) de maintenance proposé(s) dans l'offre

## **13 CLAUSE DE RÉEXAMEN – AJOUT DE POSTES**

Dans le respect de l'article 38/5 :

Ajout de contrats d'entretien pour des véhicules non prévus initialement – ou pour les véhicules achetés d'occasion dans le lot 3-, dans le respect des quantités maximales reprises à l'inventaire.

### **13.1 CONFIDENTIALITÉ (ART. 18)**

L'opérateur économique et ses collaborateurs sont liés par un devoir de réserve concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution du marché. Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite de l'Adjudicateur. L'opérateur économique peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence.

### **13.2 PAYEMENTS**

#### ***13.2.1 Facturation***

Les demandes de paiement des prestations valant déclaration de créance sont introduites au siège social de l'Adjudicateur. Elles devront être datées, signées, mentionner la référence du cahier spécial des charges, être libellées conformément aux postes d'inventaire.

#### ***13.2.2 Délais de paiement***

Achats de véhicules : Paiement max. le jour de la livraison

Contrat d'entretien : Paiement annuel en début de période

Autres services : Les demandes de paiement doivent être adressées à l'Adjudicateur. Ce dernier dispose alors de 30 jours pour procéder aux vérifications nécessaires pour autant qu'il ait été mis en possession des documents utiles. A compter du terme du délai de vérification susvisé, l'Adjudicateur dispose de 30 jours pour procéder au paiement.

Les intérêts de retard sont dus de plein droit et sans mise en demeure.

### **13.3 MOYENS D'ACTION DE L'ADJUDICATEUR**

#### **Défauts d'exécution et sanctions.**

L'article 47, § 2de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 a trait à la résiliation unilatérale du marché, à l'exécution en régie et à la conclusion du marché pour compte.

En cas de manquements graves au marchés, à caractère répétitif, constatés par des PV de carence, la résiliation unilatérale par l'adjudicateur pourra être effectuée, sans indemnité aucune pour l'attributaire.

#### **13.4 RÉCEPTIONS**

La réception a lieu tacitement par le paiement de la facture.

En cas de défaut manifeste ou de non-conformité constaté dans les 30 jours de la livraison, un véhicule de remplacement sera mis à disposition dans l'attente de la réception du véhicule adéquat.